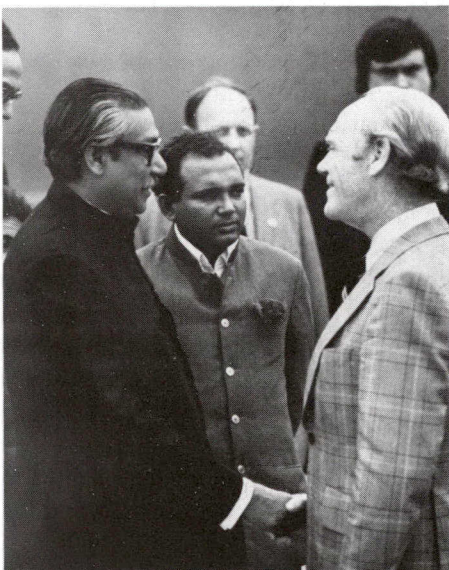


grandement préoccupés de la détérioration de la situation au Moyen-Orient, détérioration qui représente une menace sérieuse pour la paix mondiale. Cette détérioration peut être directement attribuée aux lenteurs dont fait l'objet l'application de la résolution n° 242 du Conseil de sécurité de 1967. Les participants considèrent que tous les États devraient donner la priorité à une recherche des moyens permettant l'application de la résolution.

Les Chefs de gouvernement réunis à Ottawa ont aussi noté que, depuis la Conférence de Singapour, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont adopté une déclaration visant à faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix, de liberté et de neutralité. Ils considèrent cette initiative comme une contribution importante dans le sens de la paix et de la stabilité dans cette région.

Les questions commerciales

Les Chefs de gouvernement ont fait une vaste et importante étude des questions économiques en tenant compte du problème de l'inflation, qui prend des proportions inquiétantes. On a accordé une attention spéciale aux difficultés qui se présentent dans le domaine du commerce international. Les Chefs de



Scheik Mujibur Rahman (à gauche), premier ministre du Bangladesh (nouveau pays à faire partie du Commonwealth) est accueilli à Ottawa par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures M. Mitchell Sharp.

gouvernement ont étudié les chances d'adoption du Régime général de préférences par tous les pays évolués de même que les possibilités d'amélioration dans les cas où des plans ont déjà été mis en route ou ont besoin d'être harmonisés. Ils ont exprimé l'espoir que les négociations commerciales multilatérales qui seront entreprises prochainement sous l'égide du GATT assureront l'expansion des échanges commerciaux à l'échelle mondiale et feront une place spéciale aux pays en voie de développement.

Les Chefs de gouvernement ont échangé leurs vues sur l'issue des négociations qui seront prochainement entreprises entre la Communauté économique européenne élargie et les pays en voie de développement de l'Afrique, des Caraïbes et de la région du Pacifique, et ils ont exprimé l'espoir qu'elles aboutiront à la conclusion d'accords équitables, judicieux et pratiques. Les pays en voie de développement du Commonwealth ont réitéré les vues qu'ils avaient déjà exprimées, à savoir que la notion de réciprocité ne peut constituer un fondement pour l'établissement de relations justes et durables entre eux et la CEE. Dans le cas des pays visés par la déclaration commune d'intention formulée dans le traité d'élargissement, on a insisté pour que la Communauté adopte une attitude positive à l'égard des méthodes qui ont déjà été utilisées ou qui pourraient l'être et qu'elle recherche des solutions raisonnables en prenant en considération leurs intérêts commerciaux avant que les importations britanniques provenant de ces pays ne soient frappées par le tarif extérieur commun fixé aux termes de ce traité.

On a reconnu que le régime de préférences du Commonwealth a apporté et continue d'apporter de grands avantages aux pays du Commonwealth et on a exprimé l'espoir que les ententes favorisant l'accès des marchés des pays industrialisés du Commonwealth, autre que la Grande-Bretagne, aux pays en voie de développement faisant partie de cette association soient maintenues dans toute la mesure du possible.

Les Chefs de gouvernement ont étudié les difficultés spéciales auxquelles sont en butte les pays largement tributaires de l'exportation de produits agricoles à l'état brut, semi-transformés ou entièrement transformés et ils ont re-

Une autre Conférence à l'horizon

Lors de la conférence de presse qui a suivi immédiatement l'ajournement de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, le 10 août, le premier ministre Trudeau a déclaré que même si la rencontre de neuf jours avait produit peu de nouvelles sensationnelles, son principal critère de succès était que "32 chefs de délégations l'avaient jugée une réussite", et avaient convenu de tenir une autre Conférence, probablement d'ici deux ans.

M. Trudeau a dit que la Conférence d'Ottawa avait marqué un point tournant dans l'histoire du Commonwealth. Dans le passé les délégués "se liaient de longs discours"; maintenant les délégués à la Conférence d'Ottawa ont proposé que les prochaines conférences traitent de problèmes précis qui auront fait l'objet de recherches exhaustives de la part de pays désignés. On a suggéré que le secrétariat du Commonwealth coordonne les études et les fasse parvenir aux participants avant la prochaine rencontre au sommet.

Le secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, a déclaré que trois pays, soit le Kenya, l'Ouganda et la Jamaïque, — avaient déjà invité les chefs de gouvernement du Commonwealth à s'y réunir.

connu la nécessité d'une importante libéralisation des échanges, à ce niveau, au cours des prochaines négociations multilatérales du GATT. Ils ont souligné l'urgence pour la communauté internationale de prendre des mesures positives pour assurer la rentabilité de ce secteur. A cette fin, ils ont jugé essentiel que l'on établisse de nouvelles ententes internationales sur les produits de façon à apporter une solution à ce grave problème et à protéger la réserve de devises étrangères des pays industrialisés contre la fluctuation excessive des prix et l'assaut des produits synthétiques, ce qui leur facilitera l'achat des produits importés dont ils ont besoin. Il faudrait aussi augmenter les recettes que les pays en voie de développement tirent de l'exportation des produits du secteur primaire, en particulier des produits agricoles, à mesure que le prix des